DIAL 2549

AMÉRIQUE LATINE - Conférence sur le financement du développement : Les discours de Fidel Castro et de Hugo Chávez

Fidel Castro

mardi 16 avril 2002, mis en ligne par Dial

Les résultats de la Conférence internationale sur le financement pour le développement, tenue à Monterrey (Mexique) au mois de mars, ont été jugés très décevants. Une fois de plus, certains chefs d'État des pays du tiers monde ont pu y exprimer un point de vue qui ne s'alignait pas sur celui des puissants de ce monde. Certaines vérités ont donc été dites, même si la parole de certains chefs d'État des pays pauvres s'est heurtée, une fois de plus, à l'immobilisme des pays du Nord. Nous publions ci-dessous intégralement le bref discours prononcé par Fidel Castro le 21 mars, publié par Granma *(organe officiel du Parti communiste cubain), dans son édition du 22 mars 2002, et, en encart, un résumé de l'intervention du président du Venezuela, Hugo Chávez.*

Excellences,

Ce que je vais dire ici ne sera pas partagé par tous, mais je dirai ce que je pense, et je le ferais avec respect.

L'ordre économique mondial actuel est un système de pillage et d'exploitation comme il n'en a jamais existé dans l'histoire. Les peuples croient de moins en moins aux déclarations et aux promesses. Le prestige des institutions financières internationales est en dessous de zéro.

L'économie mondiale est aujourd'hui un gigantesque casino. Des analyses récentes indiquent que pour chaque dollar employé dans le commerce mondial, plus de cent sont employés dans des opérations spéculatives qui n'ont rien à voir avec l'économie réelle.

Cet ordre économique a conduit au sous-développement de 75 % de la population mondiale.

La pauvreté extrême dans le tiers monde atteint déjà le chiffre d'un milliard deux cents millions de personnes. L'abîme augmente, il ne se réduit pas. Les pays les plus riches étaient 37 fois plus riches que les plus pauvres en 1960, et cette différence est aujourd'hui de 74. On est arrivé à des extrêmes tels que les trois personnes les plus riches du monde possèdent des actifs équivalent au PIB combiné des quarante-huit pays les plus pauvres. En 2001, le nombre de personnes qui souffrent de la faim physique a atteint le chiffre de 826 millions, celui des analphabètes 854.000, celui des enfants qui ne sont pas scolarisés 325 millions, celui des personnes qui manquent des médicaments essentiels à bas prix 2 milliards, ceux qui ne disposent pas d'un équipement sanitaire de base, de 2 milliards 400 millions. Il n'y a pas moins de 11 millions d'enfants de moins de cinq ans qui meurent annuellement pour des causes qui pourraient être évitées, et 500.000 deviennent définitivement aveugles par manque de vitamines A.

Les habitants du monde développé vivent trente ans de plus que ceux de l'Afrique sub-saharienne.

Un véritable génocide !

On ne peut pas rendre les pauvres coupables de cette tragédie. Ils n'ont pas conquis et non pas pillé pendant des siècles des continents entiers, ils n'ont pas installé la colonisation, ni réintroduit l'esclavage, ils n'ont pas créé l'impérialisme moderne. Ils en ont été les victimes. La responsabilité principale pour financer leur développement revient aux États qui aujourd'hui, pour des raisons historiques évidentes, jouissent des bénéfices de ces atrocités.

Le monde riche doit remettre la dette extérieure et concéder de nouveaux prêts à un taux très avantageux pour financer le développement. Les offres traditionnelles d'aide, toujours rachitiques et très souvent ridicules, sont insuffisantes ou ne sont pas tenues.

Il manque beaucoup plus que ce que l'on dit pour un véritable développement économique et social durable. Des mesures telles que celle qui a été suggérée par James Tobin, récemment décédé, pour freiner le torrent incompressible de la spéculation monétaire, bien qu'il n'avait pas pour objectif d'aider au développement, serait aujourd'hui peut-être l'unique mesure capable de générer des fonds suffisants qui, aux mains des organismes des Nations unies et non pas des institutions si funestes comme le FMI, pourrait apporter une aide directe au développement avec la participation démocratique de tous, sans que soient sacrifiées l'indépendance et la souveraineté du peuple. Le projet de consensus que nous imposent les maîtres du monde dans cette conférence est que nous nous résignions à recevoir une aumône humiliante, conditionnée et marquée par l'ingérence.

Il faut repenser tout ce qui a été fait depuis Breton Woods jusqu'à aujourd'hui. Il n'y a pas eu alors de véritable vision du futur. Les privilèges et les intérêts du plus puissant ont prévalu. Devant la profonde crise actuelle, on nous offre un avenir encore pire, dans lequel jamais on ne résoudra la tragédie économique, sociale et écologique d'un monde qui deviendra chaque jour plus ingouvernable, dans lequel il y aura chaque jour davantage de pauvres et davantage d'affamés, comme si une grande partie de l'humanité était de trop.

C'est le moment d'une réflexion sereine pour les politiques et les hommes d'État. Croire qu'un ordre économique et social qui a manifesté qu'il était insoutenable peut être imposé par la force est une idée folle.

Les armes chaque jour plus sophistiquées qui s'accumulent dans les arsenaux des plus puissants et des plus riches, comme je l'ai déjà dit une fois, pourront tuer les analphabètes, les malades, les pauvres et les affamés, mais ils ne pourront pas tuer l'ignorance, les maladies, la pauvreté et la faim.

Une fois pour toutes on devrait dire : "adieu aux armes".

Il faut faire quelque chose pour sauver l'humanité !

Un monde meilleur est possible !

Merci.

L'intervention du président Hugo Chávez

Hugo Chávez est intervenu au nom du Venezuela, du Groupe des 77 et de la Chine. Il a abordé quatre points principaux.

Tout d'abord, il a invité l'assemblée à reconnaître que le monde n'est pas seulement tordu, mais à l'envers, qu'il "marche les pieds en l'air". Les leaders du monde doivent tout faire pour le remettre d'aplomb.

Il ne s'agit pas seulement de dire, mais de faire. Hugo Chávez a fait un bref rappel des déclarations des leaders mondiaux qui n'ont pas été mises en œuvre, prenant en exemple le Sommet de la terre de Rio de Janeiro en 1992. Il s'est également référé au Sommet du millénaire, invitant à s'interroger sur ce qui avait été fait depuis un an et demi pour atteindre les objectifs fixés pour 2015 : réduire de moitié la pauvreté, scolariser tous les enfants du monde, etc. Il a constaté qu'aucune décision véritable susceptible de changer le monde n'avait été prise.
Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) va, selon lui, dans le bon sens. Hugo Chávez a invité l'assemblée à s'interroger sur le sens donné au mot développement, rappelant que le modèle de développement du Nord a parfois été source de sous-développement au Sud. Ce qu'il s'agit de financer, ce n'est pas n'importe quel développement, mais le "développement humain", celui dont parle le PNUD.

Hugo Chávez a enfin proposé que soit débattue la création de nouveaux outils, tel un Fonds humanitaire international (FHI), qui serait plus adapté que le Fonds monétaire international (FMI) pour mener la bataille en faveur de la vie de millions d'êtres humains. Ce fonds pourrait être alimenté en partie sur la dette extérieure, les dépenses militaires, le narcotrafic et une taxe mondiale sur les transactions spéculatives et les paradis fiscaux.

Note DIAL

Source : Communiqué de presse de Palais du gouvernement vénézuélien

---

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2549.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : Granma (organe officiel du Parti communiste cubain), édition du 22 mars 2002.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.